

L'évaluation intermédiaire pour la deuxième tranche portera sur l'ensemble des indicateurs suivants qui doivent être chacun positifs :

- Nombre de mentors formés ou en cours de formation dans le délai imparti ; objectif de 40. Dès que le résultat dépasse l'objectif de 40 personnes formées ou en cours de formation, l'évaluation est réputée comme positive.
- L'organisation assure cette formation ou au minimum l'a planifiée et partiellement initiée en 2025.
- Nombre de duos créés entre un mentor et un mentee ; au minimum 10 en 2025. Le démarrage du mentoring se déroule après la formation du mentor.
- 100 % des trajets initiés font l'objet d'un suivi par l'organisation financée et elle assure mensuellement un monitoring sur ce suivi qu'elle communique au SPF Stratégie et Appui.

Art. 3. Notre Ministre de la Fonction publique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 novembre 2025.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Fonction publique,
V. MATZ

De tussentijdse evaluatie voor schijven 2 gebeurt volgens volgende indicatoren, die elk positief geëvalueerd moeten worden:

- Aantal mentoren opgeleid of in opleiding binnen de deadline; doel van 40. Eens het doel van 40 opgeleide personen of personen in opleiding bereikt is, wordt de evaluatie als positief beschouwd.
- De organisatie verzorgt deze opleiding of plant deze minimaal in gedeeltelijk in 2025.
- Het aantal duo's gevormd tussen mentor en mentee; minimum 10 in 2025. De mentoring gaat van start na de opleiding van de mentor.
- 100% van de opgestarte trajecten worden opgevolgd door de gesubsidieerde organisatie, die maandelijks opvolgingsrapporten indient bij de Federale Overheidsdienst Strategie en Ondersteuning.

Art. 3. Onze Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 november 2025.

FILIP

Van Koningswege:
De Minister van Ambtenarenzaken,
V. MATZ

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2025/008833]

18 NOVEMBRE 2025. — Arrêté royal fixant les modalités d'utilisation de la subvention visant à encourager les projets innovants en matière de sécurité lors des matchs de football

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution ;

Vu la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral, en particulier les articles 48, alinéa 3 et 121 à 124 relatifs au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions ;

Vu la loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2025 du 30 juin 2025, en particulier l'article 2.13.2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 mai 2025 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 novembre 2025 ;

Vu l'avis 78.188/2 du Conseil d'Etat, donné le 8 octobre 2025, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que le montant total disponible pour les subventions à octroyer est de 74.000 euros ; qu'une subvention d'un montant maximal de 50.000 euros sera octroyée à chaque projet.

Sur la proposition du Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur ;

Nous avons arrêté et arrêtons :
CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o « ministre »: le Ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions ;

2^o « administration »: la Direction Générale Sécurité et Prévention du Service public fédéral Intérieur ;

3^o « l'auteur de la proposition de projet »: une personne physique ou une personne morale qui participe seule, ou plusieurs personnes morales qui participent ensemble, à l'appel à proposition de projets visé à l'article 2. Les personnes morales sont établies en Belgique ou dans un autre État membre de l'Union européenne, et les personnes physiques ont leur domicile en Belgique ou dans un autre État membre de l'Union européenne ;

4^o « le bénéficiaire »: le bénéficiaire de la subvention octroyée sur la base du présent arrêté ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2025/008833]

18 NOVEMBER 2025. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de modaliteiten van het gebruik van de subsidie voor het stimuleren van innovatieve projecten rond veiligheid bij voetbalwedstrijden

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, inzonderheid op de artikelen 48, derde lid en 121 tot 124 betreffende de controle op de toekenning en de aanwending der subsidies;

Gelet op de wet houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2025 van 30 juni 2025, inzonderheid artikel 2.13.2;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 mei 2025;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, 5 november 2025;

Gelet op advies 78.188/2 van de Raad van State, gegeven op 8 oktober 2025, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het totale beschikbare bedrag voor de toe te kennen subsidies 74.000 EUR bedraagt; dat aan elk project een subsidie van maximum 50.000 EUR zal worden toegekend.

Op de voordracht van de Minister van veiligheid en Binnenlandse Zaken;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij:
HOOFDSTUK 1. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1^o "minister": de minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken;

2^o "administratie": de Algemene Directie Veiligheid en Preventie van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken;

3^o "de opsteller van het projectvoorstel": een natuurlijke persoon of een rechtspersoon die alleen deelneemt, of meerdere rechtspersonen die samen deelnemen, aan de oproep tot projectvoorstellen bedoeld in artikel 2. De rechtspersonen zijn gevestigd in België of in een andere lidstaat van de Europese Unie, en de natuurlijke personen hebben hun woonplaats in België of in een andere lidstaat van de Europese Unie;

4^o "de begunstigde": de begunstigde van de subsidie toegekend op basis van dit besluit;

5° « proposition de projet » : la proposition d'une ou de plusieurs personnes morales ou d'une ou de plusieurs personnes physiques concernant la description et l'élaboration d'un projet qui renforce la sécurité lors des matchs de football en réponse à un appel à projets de l'administration ;

6° « projet » : une proposition de projet d'une ou de plusieurs personnes morales ou d'une ou de plusieurs personnes physiques qui a reçu une subvention par arrêté ministériel sur la base et conformément au présent arrêté royal.

CHAPITRE 2. — *Appel à projets et subvention*

Art. 2. Dans les limites des crédits disponibles, tels que définis à l'alinéa 2, l'administration lance un appel à proposition de projets relatifs à la sécurité lors des matchs de football, pour lesquels une subvention conformément au présent arrêté peut être octroyée.

Le montant total disponible pour la subvention à octroyer s'élève à 74.000 euros.

Le montant maximal de la subvention par projet est limité à 50.000 euros.

CHAPITRE 3. — *Recevabilité et sélection des propositions de projet*

Section 1^{re}. — Les conditions d'admissibilité pour les propositions de projet

Art. 3. Sous peine d'irrecevabilité, la proposition de projet doit remplir les conditions suivantes :

1° La proposition de projet est transmise à l'administration par courrier électronique à l'adresse mentionnée sur le formulaire « appel à proposition de projets innovants », au plus tard à la date qui est indiquée dans l'appel à projets ;

2° La proposition de projet a une durée de maximum un an ;

3° La proposition de projet est accompagnée, au plus tard dans le délai visé à l'article 4, alinéa 2, des documents suivants :

a) les statuts de l'auteur de la proposition de projet dans le cas où il s'agit d'une personne morale ;

b) une déclaration sur l'honneur de la personne physique ou la personne habilitée à engager la personne morale selon laquelle, à la date d'introduction de la proposition de projet, celui-ci n'a pas d'arriérés auprès de l'Office national de Sécurité sociale, n'a pas de dettes fiscales, n'est pas en état de faillite, n'a pas introduit de requête en réorganisation judiciaire ;

c) une description précise et motivée de la proposition de projet dans laquelle est décrite la manière dont le projet contribue à l'objectif de promouvoir la sécurité lors des matches de football, à condition qu'ils relèvent des compétences des autorités fédérales telles que visées au titre II de la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ainsi que la manière dont la proposition de projet remplit concrètement les critères d'attribution visés à la section 2 du présent chapitre ;

d) un plan d'approche décrivant la manière dont le projet sera exécuté, ainsi que l'échéancier ;

e) une proposition de budget pour l'exécution du projet avec un calcul chiffré sur la durée du projet, ainsi qu'un plan financier ;

f) une preuve que l'auteur de la proposition de projet dispose d'une capacité opérationnelle et organisationnelle suffisante ;

g) un plan d'approche pour la mise en œuvre de l'évaluation du projet ;

h) une déclaration sur l'honneur de la personne physique ou de la personne habilitée à engager la personne morale attestant que le projet soutenu par la subvention ne sera pas financé par d'autres sources de financement ;

4° Il s'agit d'une activité qui se situe en dehors du fonctionnement normal de l'organisation. Le fonctionnement journalier d'une organisation n'est pas considéré comme un projet.

Art. 4. Dans un délai de 15 jours ouvrables à dater de la réception d'une proposition de projet, l'administration adresse à l'auteur de la proposition de projet un accusé de réception mentionnant que le dossier est complet ou précisant les pièces qui sont encore à communiquer.

Sous peine d'irrecevabilité du projet, les pièces manquantes sont communiquées à l'administration dans un délai de dix jours ouvrables suivant la réception de la demande.

5° "projectvoorstel": het voorstel van één of meerdere rechtspersonen of een of meerdere natuurlijke personen met betrekking tot de beschrijving en uitwerking van een project dat de veiligheid bij voetbalwedstrijden bevordert in navolging van een projectoproep daartoe van de administratie;

6° "project": een projectvoorstel van één of meerdere rechtspersonen of een of meerdere natuurlijke personen dat per ministerieel besluit een subsidie heeft verkregen op basis van en overeenkomstig dit koninklijk besluit.

HOOFDSTUK 2. — *Projectoproep en subsidie*

Art. 2. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten, zoals bepaald in het tweede lid, lanceert de administratie een projectoproep tot het indienen van projectvoorstellen in verband met de veiligheid bij voetbalwedstrijden, waarvoor een subsidie overeenkomstig dit besluit kan worden toegekend.

Het totale beschikbare bedrag voor de toe te kennen subsidie bedoeld in het eerste lid bedraagt 74.000 euro.

Het maximale subsidiebedrag per project is beperkt tot 50.000 euro.

HOOFDSTUK 3. — *Ontvankelijkheid en selectie van de projectvoorstellen*

Afdeling 1. — Ontvankelijkheidsvoorwaarden voor de projectvoorstellen

Art. 3. Op straffe van onontvankelijkheid dient het projectvoorstel aan de volgende voorwaarden te voldoen:

1° Het projectvoorstel is uiterlijk op de datum vermeld in de projectoproep per elektronische zending ingediend bij de administratie op het elektronische adres dat in het formulier "oproep tot innovatieve projectvoorstellen" wordt vermeld ;

2° Het projectvoorstel heeft een duurtijd van maximaal één jaar ;

3° Het projectvoorstel is uiterlijk binnen de in artikel 4, tweede lid, bedoelde termijn, vergezeld van de volgende stukken:

a) de statuten van de opsteller van het projectvoorstel in geval het om een rechtspersoon gaat ;

b) een verklaring op eer van de natuurlijke persoon of de persoon bevoegd om de rechtspersoon te verbinden dat op de datum van de indiening van het projectvoorstel de natuurlijke persoon of de rechtspersoon geen betalingsachterstand heeft bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, geen belastingschulden heeft, niet in staat van faillissement is en geen verzoek tot gerechtelijke organisatie heeft ingediend ;

c) een nauwkeurige omschrijving van het projectvoorstel met motivering hoe het projectvoorstel bijdraagt in de doelstelling de veiligheid bij voetbalwedstrijden te bevorderen, op voorwaarde dat zij onder de bevoegdheid van de federale overheid vallen als bedoeld in titel II van de Bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en hoe het projectvoorstel concreet beantwoordt aan de toekenningscriteria bedoeld in afdeling 2 van dit hoofdstuk ;

d) een plan van aanpak met beschrijving hoe het project zal worden uitgevoerd, evenals het tijdschema ;

e) een budgetvoorstel voor de uitvoering van het project met een cijfermatige berekening over de looptijd van het project, alsook een financieel plan ;

f) een bewijs dat de opsteller van het projectvoorstel over een voldoende operationele en organisatorische capaciteit beschikt ;

g) een plan van aanpak voor de uitvoering van de evaluatie van het project ;

h) een verklaring op eer van de natuurlijk persoon of de persoon bevoegd om de rechtspersoon te verbinden dat het met de subsidie gesteunde project niet wordt gefinancierd door andere financieringsstromen ;

4° Het betreft een activiteit die zich buiten de normale werking van de organisatie situeert. De dagelijkse werking van een organisatie wordt niet beschouwd als een project.

Art. 4. Binnen 15 werkdagen na ontvangst van een projectvoorstel stuurt de administratie een ontvangstbevestiging aan de opsteller van het projectvoorstel, waarin wordt verklaard dat het dossier volledig is of waarin de nog in te dienen stukken worden verduidelijkt.

Op straffe van de onontvankelijkheid van het projectvoorstel worden de ontbrekende stukken binnen 10 werkdagen na ontvangst van het verzoek aan de administratie overgemaakt.

Art. 5. § 1^{er} Si l'administration déclare la proposition de projet recevable, celle-ci est analysée sur la base des critères d'attribution visés dans la section 2 du présent chapitre.

§ 2 Si l'administration déclare la proposition de projet non recevable, celle-ci n'est pas analysée sur la base des critères d'attribution visés dans la section 2 du présent chapitre.

§ 3 L'administration informe, par la voie électronique, l'auteur de la proposition de projet de la recevabilité de la proposition de projet.

Section 2. — Critères d'attribution des propositions de projet

Art. 6. Pour prétendre à la subvention visée à l'article 2, les propositions de projet recevables sont évaluées sur la base des critères d'attribution substantiels suivants :

1° La contribution à la politique de sécurité dans et autour des stades, en partant du principe de tolérance zéro pour des infractions en matière de racisme et de discrimination, l'utilisation illégale d'objets pyrotechniques et la violence physique, en particulier la contribution à la réalisation d'un ou de plusieurs des cinq piliers du plan d'action « Ensemble pour un football plus sûr »;

2° Le caractère innovant ou progressiste. Par le caractère innovant, on entend la manière dont le projet innove par rapport aux meilleures technologies et/ou pratiques existantes. Par le caractère progressif, on entend la manière dont le projet se distingue de la technologie et/ou de la pratique existante et dont il améliore ou cette technologie et/ou une pratique existante ;

3° L'élaboration qualitative du projet avec une attention particulière pour le phasage transparent des activités et l'orientation résultat.

CHAPITRE 4. — Analyse des propositions de projet

Art. 7. § 1 L'administration évalue les propositions de projet recevables à la lumière des critères d'attribution substantiels mentionnés à l'article 6 et peut demander l'assistance d'experts externes à cette fin.

§ 2 Un classement des propositions de projet recevables est établi sur la base d'un score global obtenu sur les critères d'attribution tels que prévus à l'article 6. Les propositions de projet ayant obtenu le score global le plus élevé sont, conformément à leur classement, prises en considération pour l'octroi de la subvention telle que définie au chapitre 2.

Dans le calcul du score global des propositions de projet, le coefficient de pondération suivant est accordé aux différents critères d'attribution énumérés à l'article 6 :

1° Critère d'attribution 1 « La contribution à la politique de sécurité dans et autour des stades, en partant du principe de tolérance zéro pour des infractions en matière de racisme et de discrimination, l'utilisation illégale d'objets pyrotechniques et la violence physique, en particulier la contribution à la réalisation d'un ou de plusieurs des cinq piliers du plan d'action « Ensemble pour un football plus sûr » : 50% ;

2° Critère d'attribution 2 « Le caractère innovant ou progressiste. Par le caractère innovant, on entend la manière dont le projet innove par rapport aux meilleures technologies et/ou pratiques existantes. Par le caractère progressif, on entend la manière dont le projet se distingue de la technologie et/ou de la pratique existante et dont il améliore ou développe cette technologie et/ou pratique existante : 30% ;

3° Critère d'attribution 3 « L'élaboration qualitative du projet avec une attention particulière pour le phasage transparent des activités et l'orientation résultat. » : 20%.

Dans le calcul du score global des propositions de projet, pour le critère d'attribution 1 « La contribution à la politique de sécurité dans et autour des stades, en partant du principe de tolérance zéro pour des infractions en matière de racisme et de discrimination, l'utilisation illégale d'objets pyrotechniques et la violence physique, en particulier la contribution à la réalisation d'un ou de plusieurs des cinq piliers du plan d'action 'Ensemble pour un football plus sûr' », une pondération plus importante est attribuée au cinquième pilier du plan d'action « investir dans le personnel de sécurité », en particulier renforcer le fonctionnement des stewards.

Art. 8. § 1^{er} L'administration transmet au Ministre le classement des propositions de projet qui entrent en considération pour l'octroi d'une subvention telle que définie au chapitre 2.

§ 2 Par un arrêté ministériel, le ministre octroie la subvention par projet individuel aux propositions de projet classées conformément au paragraphe 1^{er}. Les subventions sont accordées en ordre décroissant conformément au classement et au chapitre 2.

Art. 5. § 1 Indien de administratie het projectvoorstel ontvankelijk verklaart, wordt het projectvoorstel beoordeeld op basis van de toekenningscriteria bedoeld in afdeling 2 van dit hoofdstuk.

§ 2 Indien de administratie het projectvoorstel niet-ontvankelijk verklaart, wordt het projectvoorstel niet beoordeeld op basis van de toekenningscriteria bedoeld in afdeling 2 van dit hoofdstuk.

§ 3 De administratie brengt de opsteller van het projectvoorstel elektronisch op de hoogte over de ontvankelijkheid van het projectvoorstel.

Afdeling 2. — Toekenningscriteria van de projectvoorstellen

Art. 6. Om aanspraak te maken op de subsidie bedoeld in artikel 2, worden de ontvankelijke projectvoorstellen beoordeeld aan de hand van de volgende inhoudelijke toekenningscriteria:

1° De bijdrage aan het veiligheidsbeleid in en rond de stadions, uitgaande van het principe van nultolerantie voor inbreuken rond racisme en discriminatie, onrechtmatig gebruik van pyrotechnische voorwerpen, en fysiek geweld, inzonderheid de bijdrage aan de realisatie van één of meerdere van de vijf pijlers van het actieplan "Samen voor Veilig Voetbal";

2° Het innovatief of vooruitstrevend karakter. Met het innovatief karakter wordt bedoeld hoe het project innoveert ten opzichte van de best bestaande technologieën en/of praktijken. Met het vooruitstrevend karakter wordt bedoeld dat het project zich onderscheidt van de bestaande technologie en/of praktijk en hoe het project deze bestaande technologie en/of praktijk verbetert;

3° De kwalitatieve uitwerking van het project, met bijzondere aandacht voor de transparante fasering van de activiteiten en resultaatgerichtheid.

HOOFDSTUK 4. — Beoordeling van de projectvoorstellen

Art. 7. § 1 De administratie beoordeelt de ontvankelijke projectvoorstellen in het licht van de inhoudelijke toekenningscriteria vermeld in artikel 6 en kan zich hiervoor laten bijstaan door externe experts.

§ 2 Een rangschikking van de ontvankelijke projectvoorstellen wordt opgesteld, op basis van een behaalde globale score op de toekenningscriteria zoals voorzien in artikel 6. De projectvoorstellen met de hoogste globale score komen overeenkomstig hun rangschikking in aanmerking voor de toekenning van de subsidie zoals bepaald in hoofdstuk 2.

In de berekening van de globale score van de projectvoorstellen wordt de volgende wegingscoëfficiënt toegekend aan de verschillende toekenningscriteria, opgesomd in artikel 6:

1° Toekenningscriterium 1 "De bijdrage aan het veiligheidsbeleid in en rond de stadions, uitgaande van het principe van nultolerantie voor inbreuken rond racisme en discriminatie, onrechtmatig gebruik van pyrotechnische voorwerpen, en fysiek geweld, inzonderheid de bijdrage aan de realisatie van één of meerdere van de vijf pijlers van het actieplan "Samen voor Veilig Voetbal": 50 %;

2° Toekenningscriterium 2 "Het innovatief of vooruitstrevend karakter. Met het innovatief karakter wordt bedoeld hoe het project innoveert ten opzichte van de best bestaande technologieën en/of praktijken. Met het vooruitstrevend karakter wordt bedoeld het project zich onderscheidt van de bestaande technologie en/of praktijk en hoe het project deze bestaande technologie en/of praktijk verbetert of verder ontwikkelt": 30 %;

3° Toekenningscriterium 3 "De kwalitatieve uitwerking van het project, met bijzondere aandacht voor de transparante fasering van de activiteiten en resultaatgerichtheid": 20 %.

In de berekening van de globale score van de projectvoorstellen wordt aan toekenningscriterium 1 "de bijdrage aan het veiligheidsbeleid in en rond de stadions, uitgaande van het principe van nultolerantie voor inbreuken rond racisme en discriminatie, onrechtmatig gebruik van pyrotechnische voorwerpen, en fysiek geweld, inzonderheid de bijdrage aan de realisatie van één of meerdere van de vijf pijlers van het actieplan "Samen voor Veilig Voetbal", meer gewicht toegekend aan de vijfde pijler van het actieplan "investeren in veiligheidspersoneel", in het bijzonder het versterken van de werking van de stewards.

Art. 8. § 1 De administratie bezorgt de rangschikking van de projectvoorstellen die in aanmerking komen voor de toekenning van de subsidie zoals bepaald in hoofdstuk 2 aan de Minister.

§ 2 Bij een ministerieel besluit per individueel project kent de minister de subsidie toe aan de projectvoorstellen die overeenkomstig paragraaf 1 gerangschikt zijn. De subsidies worden in aflopende volgorde toegekend overeenkomstig de rangschikking en hoofdstuk 2.

CHAPITRE 5. — *La subvention**Section 1ère. — Paiement de la subvention*

Art. 9. Le montant de la subvention est versé en deux tranches:

1° une première tranche de 40 % est versée après la signature de l'arrêté ministériel d'octroi de la subvention ;

2° une deuxième tranche de 60 % est versée après vérification des pièces justificatives financières, jointes au dossier financier, comme visé à l'article 10 et à la transmission d'une évaluation favorable du projet, comme visé à l'article 12, § 1^{er}.

Section 2. — L'affectation de la subvention et le contrôle

Art. 10. § 1^{er} Seules les dépenses de fonctionnement liées à l'exécution du projet qui sont réalisées dans les 12 mois, à compter de la date de signature de l'arrêté ministériel octroyant la subvention, sont prises en considération.

§ 2 Le bénéficiaire doit rassembler toutes les dépenses liées à l'exécution du projet dans un dossier financier qui peut être consulté à tout moment par l'administration et est transmis à cette dernière au plus tard un mois après la fin du projet, en vertu des modalités fixées par l'administration.

Art. 11. Le bénéficiaire informe immédiatement l'administration de tout événement ayant ou pouvant avoir un impact sur la continuité et la bonne exécution du projet.

CHAPITRE 6. — *Suivi et évaluation*

Art. 12. § 1^{er} Le bénéficiaire doit préparer un rapport d'évaluation concernant l'exécution du projet sur la base des critères d'attribution visés à l'article 6.

§ 2 Le bénéficiaire doit également rédiger un rapport d'évaluation concernant l'impact concret du projet sur la sécurité lors des matches de football.

§ 3 Les modèles de ces rapports d'évaluation sont mis à disposition par l'administration.

Art. 13. Les rapports d'évaluation, tels que visés à l'article 12, doivent être transmis, dûment complétés, à l'administration par la voie électronique, et ce, au plus tard trois mois après la fin du projet.

Art. 14. Sur la base des rapports d'évaluation de tous les projets visés à l'article 13, l'administration dressera un rapport d'évaluation global pouvant être utilisé pour élaborer de futures décisions politiques, et ce, au plus tard trois mois après la réception de tous les rapports d'évaluation de tous les projets visés à l'article 13.

CHAPITRE 7. — *Sanctions et recouvrement*

Art. 15. En cas de non-respect des conditions définies dans le présent arrêté ou de la décision d'octroi de la subvention, l'administration peut prendre les mesures suivantes :

1° mettre en demeure le bénéficiaire de se conformer aux conditions définies dans le présent arrêté ou la décision d'octroi de la subvention ;

2° imposer des conditions supplémentaires.

Art. 16. Le ministre peut, le cas échéant en tenant compte des mesures prises par l'administration sur la base de l'article 15, ordonner le remboursement total ou partiel de la subvention dans les cas suivants :

1° le non-respect des conditions d'octroi de la subvention en dépit des mesures visées à l'article 15, 1° ;

2° la non-motivation de l'utilisation de la subvention au regard de l'objectif visé ;

3° l'utilisation de la subvention à d'autres fins que celles pour lesquelles elle a été octroyée ;

4° la non-utilisation de la subvention ou d'une partie du montant de la subvention pour le projet et sa mise en œuvre.

HOOFDSTUK 5. — *De subsidie**Afdeling 1. — Betaling van de subsidie*

Art. 9. Het bedrag van de subsidie wordt uitgekeerd in twee schijven:

1° een eerste schijf van 40 % wordt uitgekeerd na de ondertekening van het ministerieel besluit tot toekenning van de subsidie;

2° een tweede schijf van 60 % wordt uitgekeerd na controle van de financiële verantwoordingsstukken, bezorgd in het financieel dossier, zoals bedoeld in artikel 10 en bij de oplevering van een gunstige evaluatie van het project, zoals bedoeld in artikel 12, § 1.

Afdeling 2. — De bestemming van de subsidie en het toezicht

Art. 10. § 1 Enkel de werkingsuitgaven verbonden aan de uitvoering van het project die binnen de 12 maanden zijn verricht, te rekenen vanaf de datum van ondertekening van het ministerieel besluit dat de subsidie toekent, worden in aanmerking genomen.

§ 2 De begunstigde moet alle uitgaven verbonden aan de uitvoering van het project bundelen in een financieel dossier dat te allen tijde door de administratie kan worden opgevraagd en uiterlijk één maand na afloop van het project wordt bezorgd aan de administratie, volgens de modaliteiten bepaald door de administratie.

Art. 11. De begunstigde brengt de administratie onmiddellijk op de hoogte van elke gebeurtenis die een impact heeft of kan hebben op de continuïteit en de goede uitvoering van het project.

HOOFDSTUK 6. — *Opvolging en evaluatie*

Art. 12. § 1 De begunstigde dient een evaluatieverslag op te stellen over de uitvoering van het project aan de hand van de toekenningscriteria bedoeld in artikel 6.

§ 2 De begunstigde dient eveneens een evaluatieverslag op te maken over de concrete impact van het project aan de veiligheid bij voetbalwedstrijden.

§ 3 De modellen van deze evaluatieverslagen worden ter beschikking gesteld door de administratie.

Art. 13. De evaluatieverslagen, zoals bedoeld in artikel 12, dienen volledig ingevuld, via elektronische weg, bezorgd te worden aan de administratie en dit ten laatste drie maanden na het aflopen van het project.

Art. 14. De administratie zal, op basis van de evaluatieverslagen van alle projecten bedoeld in artikel 13, een globaal evaluatierapport opmaken dat kan aangewend worden voor de uitwerking van toekomstige beleidsbeslissingen en dit ten laatste drie maanden na ontvangst van alle evaluatieverslagen van alle projecten bedoeld in artikel 13.

HOOFDSTUK 7. — *Sancties en terugvordering*

Art. 15. Bij niet-naleving van de voorwaarden van dit besluit of de beslissing tot toekenning van de subsidie kan de administratie volgende maatregelen nemen:

1° de begunstigde in gebreke stellen om zich te voegen naar de voorwaarden bepaald in dit besluit of de beslissing tot toekenning van de subsidie;

2° bijkomende voorwaarden opleggen.

Art. 16. De minister kan, desgevallend rekening houdend met de maatregelen genomen door de administratie op basis van artikel 15, de gehele of gedeeltelijke terugbetaling van de subsidie bevelen in de volgende gevallen:

1° de niet-naleving van de voorwaarden voor toekenning van de subsidie ondanks de maatregelen bedoeld in artikel 15, 1°;

2° de niet-motivering van het gebruik van de subsidie in het licht van de beoogde doelstelling;

3° het gebruik van de subsidie voor andere doeleinden dan die waarvoor zij werd toegekend;

4° het niet-gebruiken van de subsidie of een deel van het bedrag van de subsidie voor het project en de uitvoering ervan.

CHAPITRE 8. — *Disposition finale*

Art. 17. Le ministre qui a l’Intérieur dans ses attributions est chargé de l’exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 novembre 2025.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Sécurité et l’Intérieur,
B. QUINTIN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2025/008825]

19 NOVEMBRE 2025. — Arrêté ministériel portant exécution de l’article 2 de l’arrêté royal du 20 décembre 1999 contenant les modalités d’exécution relatives à l’indemnisation accordée aux avocats dans le cadre de l’aide juridique de deuxième ligne et relatif au subside pour les frais liés à l’organisation des bureaux d’aide juridique

La Ministre de la Justice,

Vu le Code judiciaire, l’article 508/19, § 4, inséré par la loi du 21 décembre 2018 ;

Vu l’arrêté royal du 20 décembre 1999 contenant les modalités d’exécution relatives à l’indemnisation accordée aux avocats dans le cadre de l’aide juridique de deuxième ligne et relatif au subside pour les frais liés à l’organisation des bureaux d’aide juridique, l’article 2, alinéa 1^{er}, 4^o, modifié par l’arrêté royal du 21 février 2024 ;

Vu l’avis de l’Inspecteur des Finances n° 2025/2330, donné le 18 novembre 2025 ;

Vu les lois sur le Conseil d’Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l’article 3, § 1^{er} ;

Vu la communication au ministre de la Justice, par les autorités visées à l’article 488 du Code judiciaire, des informations relatives aux prestations des avocats, par courriels du 2 juillet 2025, conformément à l’article 2, 4^o, de ce même arrêté royal ;

Considérant qu’un budget d’un montant global de 207.606.000,00 euros répartis en 196.581.000,00 euros en crédits limitatifs et en 11.025.000,00 euros pour le fonds de l’aide juridique a été inscrit pour l’indemnisation accordée aux avocats dans le cadre de l’aide juridique de deuxième ligne dans la loi du 30 juin 2025 contenant le budget général des dépenses pour 2025 ;

Considérant que la valeur du point indexée au 1^{er} février 2025 est de 97,37 euros ;

Considérant qu’il convient que les avocats qui ont accompli des prestations au bénéfice de citoyens économiquement faibles soient indemnisés adéquatement mais avec la discrétion que l’on doit attendre de leur ministère ;

Considérant que les avocats qui ont dispensé de l’aide juridique de deuxième ligne doivent être indemnisés dans un délai raisonnable ;

Arrête :

Article 1^{er}. Un montant de trente-quatre millions vingt-huit mille trois cent soixante-six euros et septante-huit centimes (34.028.366,78 euros) est attribué aux autorités visées à l’article 488 du Code judiciaire pour l’indemnisation des points obtenus par les avocats et communiqués au ministre le 2 juillet 2025 par les autorités visées à l’article 488 du Code judiciaire.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 novembre 2025.

A. VERLINDEN

HOOFDSTUK 8. — *Slotbepaling*

Art. 17. De minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 november 2025.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,
B. QUINTIN

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2025/008825]

19 NOVEMBER 2025. — Ministerieel besluit tot uitvoering van artikel 2 van het koninklijk besluit van 20 december 1999 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de vergoeding die aan advocaten wordt toegekend in het kader van de juridische tweedelijnsbijstand en inzake de subsidie voor de kosten verbonden aan de organisatie van de bureaus voor juridische bijstand

De Minister van Justitie,

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, artikel 508/19, § 4, ingevoegd bij de wet van 21 december 2018;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1999 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de vergoeding die aan advocaten wordt toegekend in het kader van de juridische tweedelijnsbijstand en inzake de subsidie voor de kosten verbonden aan de organisatie van de bureaus voor juridische bijstand, artikel 2, eerste lid, 4^o, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 februari 2024;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën nr. 2025/2330, gegeven op 18 november 2025;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de mededeling aan de minister van Justitie door de in artikel 488 van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde overheden van de informatie betreffende de prestaties van advocaten via e-mails van 2 juli 2025, overeenkomstig artikel 2, 4^o, van hetzelfde koninklijk besluit;

Overwegende dat voor de vergoeding die aan advocaten wordt toegekend in het kader van de juridische tweedelijnsbijstand in de wet van 30 juni 2025 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2025 een budget is opgenomen van een totaalbedrag van 207.606.000,00 euro, verdeeld in 196.581.000,00 euro aan limitatieve kredieten en 11.025.000,00 euro voor het fonds voor juridische bijstand;

Overwegende dat de geïndexeerde waarde van het punt op 1 februari 2025 97,37 euro bedraagt;

Overwegende dat de advocaten die prestaties hebben geleverd ten behoeve van burgers uit zwakke groepen op passende wijze moeten worden vergoed maar met de bescheidenheid die van hun ambt moet worden verwacht;

Overwegende dat de advocaten die juridische tweedelijnsbijstand hebben verleend, binnen een redelijke termijn moeten worden vergoed;

Besluit:

Artikel 1. Aan de in artikel 488 van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde overheden wordt een bedrag van vierendertig miljoen achttentwintigduizend driehonderdzesenzestig euro en achtenzeventig cent (34.028.366,78 euro) toegekend voor de vergoeding van de punten die de advocaten hebben behaald en die op 2 juli 2025 door de in artikel 488 van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde overheden aan de minister zijn meegedeeld.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 19 november 2025.

A. VERLINDEN